

Jean LAFONT
candidat d'Europe Ecologie – Les Verts
sur la 13ème circonscription de Paris
9, rue Falguière
75015 PARIS

Paris, le 28 mai 2012

François FEER
Président d'ATTAC Pais XV
c/o Maison des Associations
22 rue de la Saïda
75015 PARIS

Monsieur le Président,

Vous souhaitez connaître ma position sur le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union économique et monétaire (TSCG), autrement dit le « Pacte budgétaire » signé le 1er mars dernier par 25 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne.

Ce traité fixe des règles draconiennes en matière de limitation du déficit budgétaire, puisqu'il ramène le déficit structurel autorisé à 0,5% du PIB et enjoint les Etats à mettre en place un mécanisme de correction automatique en cas d'écart avec cet objectif; il prévoit des sanctions au delà d'un déficit de 3%. Pour l'application de ce traité, des dispositions contraignantes et permanentes, quasi constitutionnelles, devront être introduites dans les législations nationales dans un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur du Traité. C'est ce que l'on appelle la fameuse « règle d'or » budgétaire.

Par ce traité, il s'agit, comme vous le dites très justement dans votre courrier, d'imposer une austérité perpétuelle aux peuples d'Europe, à travers des mécanismes bureaucratiques et dans le même temps de dépolitiser ce qui est en réalité un choix très politique des gouvernements qui ont négocié ce traité – tellement politique qu'ils ont peur que les peuples s'en mêlent!

Cette orientation s'inscrit dans la poursuite et l'aggravation de la logique libérale qui inspire les politiques de l'Union depuis les années 1980 et qui explique le rejet croissant de cette Europe-là par les peuples d'Europe.

En 2005, il s'agissait de nous faire accepter un Traité constitutionnel qui aurait eu pour conséquence de graver dans le marbre la concurrence « libre et non faussée ». Malgré les quelques avancées que comportait ce traité, j'ai fait campagne pour le « non ». Aujourd'hui, ces mêmes intérêts économiques et financiers qui gouvernent l'Europe veulent graver dans le marbre l'austérité pour les peuples. Je voterai donc contre le « pacte budgétaire » .

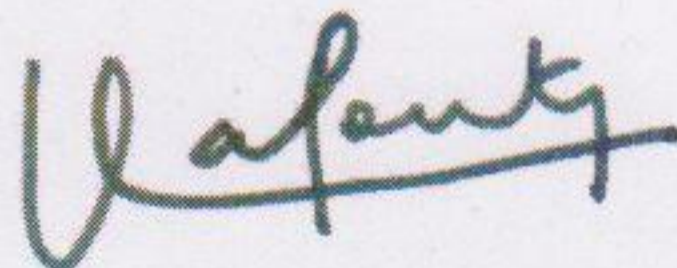
L'Europe a besoin d'une refondation démocratique et citoyenne, c'est la seule façon de lui donner un nouveau souffle et de relancer le rêve européen. C'est aussi, je pense, le meilleur et peut-être le seul moyen d'en changer les orientations, afin d'engager l'Europe sur la voie de la transformation écologique et sociale qui apparaît comme la seule solution réaliste pour sortir de la crise dans laquelle nous ont conduit 30 ans de libéralisme et de domination du capital financier. Le « pacte budgétaire » rendrait impossibles les investissements nécessaires pour engager cette transition.

C'est pourquoi le TSCG doit être totalement renégocié, afin de définir un traité social, écologique et solidaire européen qui remplacera le pacte de stabilité et de croissance et les critères de Maastricht qui encadrent aujourd'hui l'économie européenne.

La préparation de ce nouveau traité doit faire l'objet d'un vaste débat démocratique à l'échelle de l'Europe, et je m'engage, si je suis élu, à défendre cette position. Cela, non seulement parce que le sujet est d'importance, car il engage l'avenir de notre continent et, pour longtemps, la vie de ses habitantes et habitants. Mais aussi, dans le contexte actuel, il serait illusoire de penser qu'une refondation puisse se faire « par en haut », sans la mobilisation des peuples, seule à même de faire contrepoids aux intérêts dominants.

L'annonce d'un referendum en France sur le TSCG me paraît le meilleur moyen de contraindre la majorité de droite au Conseil Européen de lâcher du lest et d'accepter une réelle renégociation du traité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations écologistes.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J. Lafont', with a stylized, cursive script.

Jean Lafont